



**Extraits des délibérations du Conseil Municipal**

<b>Nombre de conseillers en fonction</b> 11	<b>Séance du 15 mai 2025 – 20h30</b> Convocation envoyée le 05 mai 2025 Sous La Présidence de Anne-Marie LINDEN-GUESDON, Maire
<b>Nombre de conseillers présents</b> 08	<b>ELUS PRESENTS</b> LINDEN-GUESDON Anne-Marie, RAIMONDEAU Olivier, LE BERRE Martine, PIERRET Sébastien, GANIER Christine, WILHELM David, LEMOY Raphaëlle, DROUET Jean-Claude
<b>Nombre de conseillers absents excusés</b> 2	<b>ELUS ABSENTS EXCUSES</b> GAUTHIER Régis, VAUTRIN Cathy,
<b>Nombre de conseillers absents non-excuses</b> 1	<b>ELUS ABSENTS NON-EXCUSES</b> MANIÈRE Teddy
<b>Nombre de conseillers ayant donné procuration</b> 2	<b>SECRETAIRE DE SEANCE</b> LEMOY Raphaëlle

Mme Le Maire souhaite la bienvenue à Mess. Pierre BOZZETTI, Philippe FOULON, à Mme Annie CORNILLEAU ainsi qu'à Annaëlle CHAIGNON, secrétaire de Mairie. Elle constate également la présence de M. Julien RUARO.

Mme Le Maire rappelle que le public n'a pas le droit de prendre la parole sauf sur autorisation express du Maire.

-----  
**Ordre du jour de la séance**

- 1. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES : ACTION SOCIALE :** Aide sociale en faveur du personnel communal.
- 2. FONCTION PUBLIQUE : PERSONNEL TITULAIRE :** Suppression de postes
- 3. FINANCES LOCALES : SUBVENTIONS :** Demande de subvention de l'USEP Metz Sud
- 4. FINANCES LOCALES : DIVERS :** Fixation des tarifs pour la location de la salle des fêtes
- 5. DOMAINE ET PATRIMOINE : ALIENATIONS :** Cession d'une partie d'un terrain communal Les Cerisiers, section 3 parcelle 245
- 6. DOMAINES DE COMPÉTENCES PAR THÈMES : POLITIQUE DE LA VILLE-HABITAT-LOGEMENT :** Avis sur le projet de Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGV) 2025-2030 sur le territoire de l'Eurométropole de Metz.
- 7. INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE : DECISION D'ESTER EN JUSTICE :** Expulsion des locataires des parcelles 303 et 304 de la section 3, secteur « La Cote »
- 8. FINANCES LOCALES : FONDS DE CONCOURS :** Utilisation du fonds de concours de Metz Métropole
- 9. INFORMATIONS ET DIVERS**

## **APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 mars 2025**

Le procès-verbal de la séance du 25 mars 2025 est approuvé à l'unanimité.

### **1. DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES : ACTION SOCIALE : Aide sociale en faveur du personnel communal.**

L'article L. 731-4 du code général de la fonction publique pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents.

Il s'agit d'une obligation légale et d'une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales qui doit figurer dans le budget.

L'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et à les aider à faire face à des situations difficiles. Cette participation tient compte, sauf exception, du revenu et, le cas échéant, de la situation familiale.

Dans le respect du principe de libre administration, la loi confie donc à l'assemblée délibérante le soin de fixer le périmètre des actions que la collectivité entend engager à ce titre : aides à la famille (ex : prise en charge partielle des frais de garde jeune enfant par l'attribution de chèques emplois service universel), séjours enfants (ex : séjour linguistique, séjours centres de vacances, centre de loisirs), restauration, secours exceptionnels, etc...

Dans ce cadre les prestations d'action sociale doivent présenter les caractéristiques suivantes:

- le bénéficiaire doit participer, hormis dispositions spécifiques à certaines prestations, à la dépense engagée. Cette participation doit tenir compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.
- elles ne constituent pas un élément de la rémunération, et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi et de la manière de servir.

Il appartient à l'organe délibérant de décider librement des modalités de mise en œuvre de l'action sociale, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs prestataires de service (association nationale telle que le comité national d'action sociale (CNAS), associations locales type comités d'action sociale...).

Après renseignements pris auprès de la Métropole et de ses communes membres, il paraît opportun de confier la gestion à un partenaire.

Le CNAS et Plurélya ont été contactés. Les deux prestataires proposent les mêmes actions en faveur du personnel : tarifs réduits sur des activités sportives et culturelles, chèques vacances, chèques UP sport et loisirs, prêts à taux réduits, allocation de rentrée scolaire, titre CESU,.... Plurélya propose également une application « Tout apprendre » permettant à chaque adhérent de participer gratuitement à divers cours sur plus de 20 thématiques, dès le

niveau CP (langues vivantes, mathématiques, développement personnel, ...) également un service psychologique en ligne, des professeurs afin d'apporter du soutien scolaire ou pratiquer des cours de sport à la maison. Cette application permet également d'accéder à une bibliothèque numérique.

Le CNAS propose une seule formule. Une adhésion annuelle à 222 € par agent bénéficiaire alors que Plurélya en propose 9 allant de 99 € par an et par agent, jusqu'à 269 € par an et par agent. Quelle que soit la formule sélectionnée, les agents ont accès à l'intégralité des prestations, seul le montant des allocations diffère.

Les agents bénéficiaires sont :

- **les fonctionnaires stagiaires et titulaires** de la fonction publique territoriale en position d'activité ou de détachement exerçant leurs fonctions à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet.
- **les agents contractuels**, à temps plein ou à temps partiel, en activité ou bénéficiant d'un congé assimilé.
- **les agents de droits privés.**

**NB : Agent en détachement** - Bien qu'aucun texte ne prévoie le sujet, il convient de faire bénéficier de ces prestations aux agents mis à disposition au risque de créer une rupture de l'égalité entre tous les agents de l'organisme d'accueil.

**Cas des agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet** - Les prestations d'action sociale sont servies sans aucune réduction de leur montant.

*Raphaëlle LEMOY demande si les agents peuvent compléter la participation afin qu'ils puissent bénéficier d'une tranche supérieure. Mme Le Maire précise que non, dans ce cas seule la participation de l'employeur compte.*

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code général de la fonction publique ;

**VU** l'avis du comité social territorial en date du 25 avril 2025

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité,

✶ **DE METTRE EN PLACE** le bénéfice de prestations d'action sociale au sein de la commune au bénéfice des agents communaux par l'intermédiaire d'un organisme ;

✶ **DE CHOISIR** l'association Plurélya à but non lucratif (loi de 1901) et **DE CHOISIR** la formule à 99 € par an et par agent bénéficiaire ;

✶ **D'ACCORDER** le bénéfice de prestations d'action sociale, sans condition de temps de travail :

- aux fonctionnaires territoriaux stagiaires et titulaires en position d'activité ou de détachement ;
- aux agents contractuels en activité ou bénéficiant d'un congé rémunéré ou non rémunéré **occupant un emploi permanent** ;
- aux agents de droit privé

- ♣ **DE RENVOYER** au règlement de l'organisme Plurélya en ce qui concerne l'accès et le montant des prestations sociales ;
- ♣ **DE CONSERVER** les modalités des prestations que la municipalité a déjà instauré :
  - offrir un panier garni ou une carte cadeau à l'occasion des fêtes de fin d'année ;
  - offrir un présent, en fonction des événements familiaux ;
- ♣ **D'AUTORISER** Le Maire, ou son représentant, à signer la convention d'adhésion ;
- ♣ **D'INSCRIRE** au budget primitif les crédits nécessaires ;

## 2. FONCTION PUBLIQUE : PERSONNEL TITULAIRE : Suppression de postes

Madame Le Maire rappelle que le 08 avril 2024, une délibération de création de postes a été adoptée :

FILIERE	POSTE CREE			FONCTIONS EXERCEES	DATE D'EFFET
	NOMBRE	GRADE	CATÉGORIE		
Technique	1	Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	C	entretien des espaces verts, des massifs, des bâtiments, de la voirie	01/05/2024
Administrative	1	Rédacteur	B	Secrétaire de mairie	01/07/2024

Les agents concernés ont été nommés sur leur nouveau poste. Il est donc nécessaire de supprimer les emplois non occupés et de mettre à jour le tableau des emplois.

**Vu** le tableau des emplois précédemment adopté par le Conseil Municipal ;

**Vu** la délibération du 08 avril 2024 créant des emplois ;

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de la Moselle en date du 25 avril 2025 ;

**Considérant** la nécessité de supprimer les emplois vacants ;

**Considérant** la nécessité de mettre à jour le tableau des emplois ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité,

♣ **DE SUPPRIMER** le poste d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>nd</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> août 2025 ;

♣ **DE SUPPRIMER** le poste d'adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> août 2025 ;

➤ **DE METTRE** à jour le tableau des emplois de la commune comme suit :

FILIERE	CADRE D'EMPLOI	GRADE	CATEGORIE	EFFECTIF	DUREE HEBDOMADAIRE
ADMINISTRATIVE	Secrétaire général de Mairie	Rédacteur	B	1	35/35
MEDICO-SOCIALE	Adjoint spécialisé des écoles maternelles	Agent de maîtrise	C	1	32/35
TECHNIQUE	Adjoint technique territorial	Principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	1	35/35
		Adjoint technique	C	1	14/35
		Adjoint technique	C	1	16.50/35

### 3. FINANCES LOCALES : SUBVENTIONS : Demande de subvention de l'USEP Metz Sud

Le Maire informe l'Assemblée Municipale que la mairie a été destinataire d'une demande de subventions émanant de l'USEP Metz Sud. Il sollicite la commune afin que nous participions au financement des rencontres sportives sur la base du calcul suivant :

Nombre de rencontre x nombre de participants x 2 euros. Pour l'année scolaire 2024/2025, le montant demandé est de 534 €.

Cette année, l'USEP Metz Sud nous a transmis un dossier complet, conformément à la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Ce dossier peut donc être instruit en conseil municipal.

#### **Rappel :**

L'USEP Metz Sud est une association qui permet, à travers différentes rencontres sportives, de créer des liens sociaux.

*Raphaëlle LEMOY précise que l'école participe tous les ans aux rencontres organisées avec l'USEP Metz-Sud.*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité,

➤ **D'ACCEPTER** le versement de la somme de 534 € à l'USEP Metz Sud.

➤ **DE PREVOIR** les crédits correspondants au budget primitif 2025.

#### 4. FINANCES LOCALES : DIVERS : Fixation des tarifs pour la location de la salle des fêtes

Le Maire rappelle à l'équipe municipale que par délibération du conseil municipal, il a été fixé les tarifs de la location de la salle des fêtes comme suit :

✦ pour une journée (uniquement pour un jour férié et hors week-end)

- Pour les habitants de Coin-lès-Cuvry : 120.00 €
- Pour les extérieurs du village : 250.00 €

✦ pour les week-end (du vendredi soir 19h00 au dimanche soir)

- Pour les habitants de Coin-lès-Cuvry : 180.00 €
- Pour les extérieurs du village : 360.00 €

✦ les tarifs de la location de la salle des fêtes pour les agents communaux à 180.00 € (soit le même tarif que pour les habitants du village)

La caution est fixée à 300 €. Les tarifs de location de la vaisselle et de la prestation ménage restent à la convenance de l'association « Jours de fête ».

Nous avons réceptionné une demande de location de la part de la Mairie de Fleury dont leur salle n'est malheureusement pas disponible pour organiser leur événement. Il semble opportun de créer une entraide entre village du même secteur géographique et ainsi de proposer un tarif correspondant aux conditions de ceux des habitants du village.

*Les élus constatent la présence d'une bonne entente entre Coin-lès-Cuvry, les communes et les comités des fêtes environnants. Le prêt des tables et bancs de brasserie se fait régulièrement. L'entraide existe et est nécessaire.*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité,

✦ **DE FIXER** les tarifs de la location, pour les Mairies et comité des fêtes environnant selon les mêmes conditions que ceux des habitants du village :

➤ pour une journée (uniquement pour un jour férié et hors week-end)

Pour les habitants de Coin-lès-Cuvry, Mairies et comité des fêtes environnant : 120.00 €

➤ pour les week-end (du vendredi soir 19h00 au dimanche soir)

Pour les habitants de Coin-lès-Cuvry, Mairies et comité des fêtes environnant : 180.00 €

✦ **DE FIXER** le tarif de la caution à 300.00 €

✦ **DE CHARGER** Le Maire, ou son représentant, de l'exécution de la présente décision

**5. DOMAINE ET PATRIMOINE : ALIENATIONS :** Cession d'une partie d'un terrain communal Les Cerisiers, section 3 parcelle 245

Le Maire informe les élus que Monsieur et Madame De Santis domiciliés dans le lotissement Les Cerisiers souhaitent acquérir environ 14 m<sup>2</sup> sur 127 de la parcelle 245, section 3 du domaine communal (cf.plan) au prix de 10 euros le mètre carré.

Ils sont prêts à payer les frais de géomètre et notariés liés à cette transaction.

Le projet ne portant pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation, la commune n'a pas l'obligation de réaliser une enquête publique. De plus, étant une commune de moins de 2000 habitants, ce projet n'a pas à être soumis à l'avis des domaines.

*Mme Le Maire explique que les limites parcellaires actuelles dessinent un décroché devant la propriété des demandeurs. La partie de la parcelle concernée n'apporte pas d'intérêt pour la commune qui ne fait que l'entretenir. La céder permettrait aux demandeurs de s'aligner avec le voisinage et également d'entretenir les arbres présents. Ceux-ci abîment le muret de clôture en place appartenant aux demandeurs. Ceux-ci souhaitent acheter cette parcelle pour ces deux raisons.*

**Vu** la proposition des époux De Santis ;

**Vu** l'emplacement de l'espace public engendrant une rupture d'alignement avec l'environnement ;

**Considérant** que l'espace public n'a pas de fonction de desserte ou de circulation ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité,

♣ **D'AUTORISER** la vente d'environ 14 m<sup>2</sup> du terrain situé en section 3, parcelle 245 conformément au plan présenté ;

♣ **DE FIXER** le prix de la vente à 15 euros le mètre carré ;

♣ **DE DECLASSER** l'emprise d'environ 14 m<sup>2</sup> de la parcelle 245 de la section 3 pour l'intégrer dans le domaine privé de la commune ;

♣ **DE FAIRE SUPPORTER** les frais de géomètre et notariés liés à cette transaction à l'acquéreur ;

♣ **DE DEMANDER** au notaire choisi par l'acquéreur de représenter la commune dans cette affaire ;

♣ **D'AUTORISER** Le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents aux fins d'exécution de la présente décision ;

♣ **DE PREVOIR** les recettes au budget primitif.

**6. DOMAINES DE COMPÉTENCES PAR THÈMES : POLITIQUE DE LA VILLE-HABITAT-LOGEMENT :** Avis sur le projet de Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGV) 2025-2030 sur le territoire de l'Eurométropole de Metz.

La loi du 5 juillet 2000 dite Besson relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage impose dans chaque département, l'élaboration d'un Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGV).

En Moselle, le SDAHGV 2017-2023 a été adopté fin 2017 pour 6 ans. Sa révision a été engagée en 2023 par les services de l'État et le Conseil Départemental associant l'ensemble des partenaires institutionnels (EPCI, communes, services de l'État, Éducation nationale, associations et représentants de la communauté des gens du voyage).

C'est ainsi qu'un projet de SDAHGV a été transmis aux collectivités le 11 mars 2025, faisant suite à une réunion de présentation avec les intercommunalités le 10 janvier 2025 en Préfecture.

Pour mémoire, la loi NOTRe, a transféré au 1<sup>er</sup> janvier 2017 la compétence « création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » aux EPCI.

En 2020, les élus de l'Eurométropole de Metz ont souhaité se mettre en conformité avec le SDAHGV 2017-2023 et d'importants travaux d'aménagement ont été entrepris avec une livraison des nouveaux équipements en février 2023.

L'Eurométropole de Metz a investi 5 millions d'euros (hors taxes) afin d'aménager :

- La nouvelle aire de grand passage définitive de 200 places à Moulins-lès-Metz, inaugurée en 2022,
- L'extension de l'aire d'accueil de Marly/Montigny-lès-Metz en 2022 (12 places supplémentaires),
- La nouvelle aire d'accueil de Metz Seulhotte en 2023 (48 places),
- La réfection des équipements électriques de l'aire de Metz Blida.

Le territoire de l'Eurométropole dispose ainsi de trois aires d'accueil (soit 140 places), occupées en moyenne à 38% de leur capacité, et d'une aire de grand passage ayant déjà accueilli 750 caravanes, soit 11 groupes depuis son ouverture.

En conséquence, la collectivité est en conformité avec le SDAHGV 2017-2023 depuis le 09 février 2023.

### **Orientations du nouveau schéma départemental**

La révision du schéma 2025-2030 repose sur les connaissances du médiateur chargé des gens du voyage recruté en 2021, avec l'appui des services de l'État et du Département.

Le nouveau schéma prend en compte le bilan des précédents schémas et se compose en quatre parties :

- Bilan, réalisations et prescriptions générales pour le département de la Moselle,
- Cartographies faisant état des lieux des équipements d'accueil et des prescriptions,
- Diagnostic et prescriptions par arrondissement en matière d'équipements (aires d'accueil, aires de grand passage et sédentarisation),



- Diagnostic et recommandations pour l'accompagnement social.

Les orientations stratégiques s'articulent autour de différents axes :

- L'animation du schéma par le coordinateur départemental,
- L'amélioration du maillage départemental par la création d'équipements (notamment ceux non encore réalisés),
- L'évolution des besoins en matière d'accueil,
- L'organisation des grands passages et le manque d'infrastructures,
- La sédentarisation (habitat adapté),
- L'accompagnement social (accès aux droits, scolarisation, santé).

La Commission départementale consultative des gens du voyage s'est réunie le 10 janvier 2025 et a émis un avis favorable aux nouvelles orientations du projet de schéma.

Ainsi, par courrier en date du 11 mars 2025, l'Eurométropole a été saisie pour formuler un avis sur le projet de SDAHGV pour la période 2025-2030.

### **Prescriptions du SDAHGV 2025-2030 pour l'Eurométropole de Metz**

#### AIRES D'ACCUEIL

Avec ses 3 aires d'accueil, l'Eurométropole de Metz répond à ses obligations en matière d'accueil sur les aires permanentes (140 places au total). Aucune prescription de nouvel équipement n'est inscrite au nouveau schéma. Une attention est toutefois mentionnée pour l'amélioration des infrastructures de l'aire d'accueil de Blida.

Deux aires d'accueil sont implantées sur le ban communal de Metz :

- L'aire de Metz Blida (17 – 19 Avenue de Blida) dispose de 40 places-caravanes (soit 20 emplacements). En 2024, l'aire affiche un taux moyen d'occupation de 15%, une légère hausse par rapport à 2023, avec seulement 7% d'occupation. Au dernier trimestre 2024, une réfection des chauffes-eau et des WC a été opérée sur la première entrée, afin d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux usagers. Il s'agit de l'entrée privilégiée par les occupants.
- La nouvelle aire de Metz Seulhotte (rue de la Seulhotte), inaugurée en février 2023, propose 48 places-caravanes supplémentaires sur le territoire (soit 24 emplacements), pour un investissement de 2,9 millions d'euros HT. Si en 2023, l'aire affiche un taux d'occupation moyen de 38%, l'année 2024 conforte la qualité des équipements, avec environ 50% d'occupation. Chaque emplacement est équipé d'un WC, d'une douche et d'une buanderie fermée (particulièrement plébiscitée par les usagers) donnant accès à l'eau et l'électricité. L'aire est arborée par la présence d'arbres, arbustes et pelouse.

Une aire d'accueil se situe sur le ban communal de Marly :

Afin d'être conforme au Schéma départemental 2017-2023, l'aire de Marly/Montigny-lès-Metz (située rue de la Gare, lieu-dit Chemin de Gros Yeux à Marly) a été agrandie afin d'offrir 12 places supplémentaires, pour un total de 1 million d'euros HT.

A cette occasion, le système d'assainissement devenu obsolète a été modernisé, bénéficiant d'une subvention de 256 116 € HT au titre du Plan de relance.

En 2024, l'aire affiche un taux moyen d'occupation de 50%, soit une augmentation de 5 points par rapport à l'année précédente.

Aujourd'hui à l'échelle départementale, 12 aires d'accueil sont ouvertes (soit 524 places), contre 16 au bilan du précédent schéma.

En Moselle, en dehors de l'Eurométropole de Metz, les taux d'occupation sont proches de 100% et induisent une forte présence de familles y étant sédentarisées.

Le refus de stationnement de certaines familles sur les aires est toujours présent. Ce phénomène est renforcé par l'impossibilité réglementaire d'obliger les gens du voyage expulsés d'un stationnement illégal à se rendre sur un équipement dédié.

### AIRE DE GRAND PASSAGE

Inaugurée en mai 2022, l'Aire de Grand Passage (AGP) située sur l'ancien site de Tournebride à Moulins-lès-Metz, permet d'accueillir des grands groupes estivaux jusqu'à 200 caravanes sur une superficie totale de 4 hectares. L'Eurométropole de Metz a investi 1,1 million d'euros HT dans la création de cet équipement, conforme au décret n°2019-171 du 05 mars 2019 relatif aux aires de grand passage. Depuis son ouverture, l'aire a accueilli 11 groupes soit 750 caravanes.

Dans le précédent schéma, 20 places en aire permanente d'accueil étaient identifiées sur la commune de Moulins-lès-Metz. La commune a consenti à accueillir l'aire de grand passage sur son ban. Ainsi, 12 places ont été réalisées sur l'aire de Marly et 8 ont été ajoutées au projet de Metz.

Toutefois, il est à noter que l'Eurométropole de Metz est la seule collectivité à répondre à ses obligations en matière de grand passage, il s'agit en effet du seul équipement définitif du département.

AIRES DE GRAND PASSAGE			
EPCI	Prescriptions 2017-2023	Réalisations	Prescriptions 2025-2030
ARRONDISSEMENT DE METZ			
METZ METROPOLE	1 aire de 200 places	1 aire de 4 ha	Maintenue
RIVES DE MOSELLE + PAYS ORNE MOSELLE	1 aire de 150 places	non réalisée	Retrait de la prescription
ARRONDISSEMENT DE THIONVILLE			
PORTES DE FRANCE THIONVILLE + VAL DE FENSCH	1 aire de 150/200 places	non réalisé	1 aire de 4 ha sur Portes de France Thionville / Val de Fensch en concertation avec Arc mosellan et Cattenom et environs
ARC MOSELLAN	Pas de besoin identifié	néant	
CATTENOM ET ENVIRONS	Pas de besoin identifié	néant	
ARRONDISSEMENT DE FORBACH			
FORBACH PORTE DE FRANCE	1 aire de 100 places	non réalisée	1 aire de 4 ha (en commun avec Sarreguemines Confluences)
FREYMING MERLEBACH	Pas de besoin identifié	néant	
SAINT-AVOLD SYNERGIES	Pas de besoin identifié	néant	
ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES			
SARREGUEMINES CONFLUENCES	1 aire de 70 places	1 aire de 70 places	1 aire de 4 ha (en commun avec 4 EPCI de l'arrondissement de Forbach)
ARRONDISSEMENT DE SARREBOURG			
SARREBOURG MOSELLE SUD	1 aire de 150 places	Utilisation du terrain au profit d'une opération de RHI	Retrait de la prescription

450 places restent à réaliser en Moselle d'après le SDAHGV 2017-2023. Tableau des prescriptions relatif aux aires de grand passage (page 10)

On constate que le maillage territorial est insuffisant et les stationnements illicites de grands groupes (plus de 50 caravanes) entraînent toujours plus de tensions sur le département chaque été. La création de ces équipements est urgente.

Le bilan du SDAHGV 2017-2023 estime que le maintien de six équipements dédiés aux grands passages est surévalué. Seules les aires de grand passage situées dans les arrondissements de Thionville et de Sarrebourg sont maintenues.

À noter que les Communautés de Communes de Rives de Moselle et Pays Orne Moselle n'ont plus de prescription en matière de grand passage, ce qui entraîne de fait, une augmentation du nombre de stationnements à Metz. Seule aire définitive du département, l'AGP de l'Eurométropole de Metz doit absorber les demandes du territoire mosellan. En période de forte affluence, il n'est pas possible de satisfaire toutes les demandes. Tel sera le cas pour la saison 2025 où plusieurs groupes sont annoncés en même temps, ce qui entraînera de fait des stationnements illicites.

De plus, les territoires de Rives de Moselle et du Pays Orne Moselle sont régulièrement sujets à des occupations illégales (Amnéville, Norroy-le-Veneur, Hagondange etc.) ainsi qu'à la présence de missions durant l'été. Une aire de grand passage ou à minima la mise à disposition d'une aire provisoire dans ce secteur pourrait répondre à la demande saisonnière.

En outre, le SDAHGV indique : « *Une réflexion pourra être engagée pour l'utilisation de ces aires au profit de groupes locaux ou de passage, qui ne rentreraient pas parfaitement dans la définition du grand passage mais ne trouveraient pas de solution d'accueil en été* » (p.7).

Il est proposé de supprimer cette mention.

En effet, les locaux qui souhaitent stationner sur l'aire de grand passage sont invités à se déclarer officiellement s'ils respectent la taille minimum requise (50 caravanes) ou à se rendre sur les aires d'accueil dédiées.

### OCCUPATIONS ILLICITES

Les occupations illégales sont toujours nombreuses sur le territoire mosellan et métropolitain.

En 2022 et 2023, près de la moitié des stationnements illégaux se trouvaient sur l'une des communes de l'Eurométropole de Metz.

Si la mise en conformité de la collectivité lui a permis d'avoir accès à la procédure administrative d'évacuation forcée, l'Eurométropole est concernée toutes l'année par le stationnement d'une quarantaine de familles. Force est de constater que l'Etat intervient très peu pour déloger ces familles, qui peuvent rester parfois jusqu'à 3 mois (Augny, Plateau de Frescaty). En 2024, le concours de la force publique a été accordé 6 fois, sur 28 stationnements illicites.

Quelques chiffres :

	2022	2023	2024
<b>Nombre de stationnements</b>	53	46	28
<b>Nombre de communes impactées</b>	9 communes	12 communes	6 communes
<b>Durée moyenne du stationnement</b>	37 jours	29 jours	42 jours
<b>Taille moyenne des groupes</b>	24 caravanes	20 caravanes	42 caravanes
<b>Nombre de caravanes sur le territoire par jour (moyenne)</b>	112 caravanes/j	54 caravanes/j	103 caravanes/j

## SEDENTARISATION

Le précédent schéma avait identifié le besoin de sédentariser les familles ancrées de l'aire de Blida et de Marly. Aujourd'hui, le constat fait sur l'aire de Blida n'est plus d'actualité.

Sur l'ensemble des aires métropolitaines, les temps de séjours sont respectés et les familles circulent d'une aire à l'autre alors que l'on constate sur les autres aires de Moselle un phénomène de sédentarisation.

A cet effet, le schéma stipule que *« le besoin d'accompagnement de l'ancrage d'un groupe de plusieurs foyers autour de Metz reste établi. Il est proposé, avant que ne puisse être étudiée l'implantation de terrains familiaux locatifs et compte tenu du fait que Metz Métropole a engagé les investissements nécessaires à la construction de toutes les aires prescrites par le schéma, d'engager pendant 3 ans avant réévaluation un travail d'accompagnement des familles durablement ancrées en Moselle vers le logement social du parc classique »* (p.21).

Si l'Eurométropole de Metz n'a pas de prescription en matière de production d'habitat adapté dans le nouveau SDAHGV, elle accepte de s'engager à accompagner les familles qui le souhaitent, à accéder à un logement social sur le territoire, mais refuse l'implantation de terrains familiaux.

## ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Le futur schéma vise l'inclusion des gens du voyage dans le tissu local, faisant état que certaines familles ne savent ni lire ni écrire, empêchant ainsi leur intégration.

Les prescriptions pour la période 2025-2030 portent ainsi sur l'accompagnement social global, la scolarisation et la prévention en santé.

Au vu de ces éléments, il est proposé de donner un avis défavorable au SDAHGV 2025-2030 et de demander à l'Etat de retirer les mentions suivantes :

- *« Une réflexion pourra être engagée pour l'utilisation de ces aires au profit de groupes locaux ou de passage, qui ne rentreraient pas parfaitement dans la définition du grand passage mais ne trouveraient pas de solution d'accueil en été »* (p.7).
- *« Avant que ne puisse être étudiée l'implantation de terrains familiaux locatifs »* (p.21)

Ou outre l'Eurométropole de Metz demande également de reconsidérer le besoin sur les territoires voisins (Rives de Moselle et Pays Orne Moselle) afin d'accueillir les missions de grand passage en été et ainsi éviter un engorgement de l'aire de grand passage de l'Eurométropole de Metz générant des occupations illicites sur son territoire.

Enfin, l'Eurométropole de Metz demande à l'État de tenir ses engagements en matière de traitement et d'expulsion des occupations illicites sur le territoire, alors même que l'Eurométropole répond à ses obligations.

*Mme Le Maire précise que les élus métropolitains ont rejeté le nouveau schéma proposé afin de faire pression sur l'État. En effet la Métropole est en parfaite conformité avec le schéma en vigueur contrairement aux territoires voisins. Pour cela elle a engagé 5 millions d'euros et pourtant des occupations illégales ont régulièrement été constatées. L'État n'a jamais réagi, ni engagé d'action pour y remédier.*

*Dans le nouveau schéma, il est demandé à la Métropole de prévoir des solutions de sédentarisation afin d'accueillir certains groupes dans des écoles par exemple et de prévoir des solutions médicales.*

*David WILHELM précise que l'État devrait agir car le contribuable paie énormément.*

*Commissions consultées : Commission Logement.*

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain en date du 15 juillet 2020 portant délégation du conseil au bureau,

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L. 302-5,

**VU** la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000, modifiée par les lois n°2017-86 du 27 janvier 2017 et n°2018-957 du 7 novembre 2018, relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage,

**VU** la loi NOTRe du 7 août 2015 portant transfert de compétence aux EPCI « la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil »,

**VU** le Programme Local de l'Habitat 2020-2025 de l'Eurométropole et notamment son action n°10 « Assurer la compétence accueil des gens du voyage »,

**VU** le projet de Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage (SDAHGV) 2025-2030 élaboré conjointement par les services de l'État et le Conseil départemental transmis le 11 mars 2025,

**VU** l'avis favorable de la commission départementale consultative du 10 janvier 2025 sur le projet de SDAHGV 2025-2030,

**CONSIDERANT** les prescriptions de Metz Métropole en matière d'accueil des gens du voyage,

**CONSIDERANT** les investissements considérables de Metz Métropole pour créer et aménager de nouveaux équipements dédiés à l'accueil des gens du voyage afin de se conformer aux obligations du SDAHGV 2017-2023,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité,

♣ **D'EMETTRE** un avis défavorable sur le projet de SDAHGV 2025-2030 ;

♣ **DE DEMANDER** de retirer les mentions suivantes :

- « *Une réflexion pourra être engagée pour l'utilisation de ces aires au profit de groupes locaux ou de passage, qui ne rentreraient pas parfaitement dans la définition du grand passage mais ne trouveraient pas de solution d'accueil en été* » (p.7).
- « *Avant que ne puisse être étudiée l'implantation de terrains familiaux locatifs* » (p.21)

♣ **DE DEMANDER** de reconsidérer le besoin sur les territoires voisins (Rives de Moselle et Pays Orne Moselle) afin d'accueillir les missions de grand passage en été et ainsi éviter un engorgement de l'aire de grand passage de Metz Métropole générant des occupations illicites sur son territoire.

¶ **DE DEMANDER** à l'État de tenir ses engagements en matière de traitement et d'expulsion des occupations illicites sur le territoire, alors même que l'Eurométropole répond à ses obligations.

## **7. INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE : DECISION D'ESTER EN JUSTICE :** Expulsion des locataires des parcelles 303 et 304 de la section 3, secteur « La Cote »

Mme Le Maire rappelle les faits à l'ensemble des élus :

La Commune est propriétaire des parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304 – de superficies respectives de 7,02 ares et 10,74 ares soit 17.76 ares, situées dans le secteur de La Pommeraie au lieudit « La Cote » et appartenant au domaine privé de la commune.

Par un courrier réceptionné en Mairie le 27 novembre 2019, Monsieur et Madame Ruaro ont demandé à la commune l'autorisation de louer lesdites parcelles ainsi que la parcelle cadastrée Section 3 n° 272.

L'objectif était d'entretenir ces terrains en réalisant un potager et de planter des arbres fruitiers.

Par une délibération en date du 2 mars 2020, le conseil municipal a décidé d'accorder la location à M. et Mme Ruaro des parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304 uniquement. Suivant la délibération, le contrat de bail a été signé le 10 mars 2020, avec une prise d'effet au 1<sup>er</sup> avril 2020 pour une durée de 9 ans.

Il autorisait les époux Ruaro à apporter les modifications suivantes sur lesdites parcelles : *« Plantation d'arbres fruitiers et diverses cultures dans le but de réaliser des atouts pédagogiques pour les enfants du village notamment »*. Il y était également précisé que *« A l'exclusion de l'énumération ci-dessus, le LOCATAIRE ne pourra ni transformer ni modifier, sans l'accord écrit préalable du BAILLEUR, les lieux loués. Il est interdit au LOCATAIRE de clôturer et fermer cet espace qui restera accessible aux habitants. Toute autre installation ou suppression de clôtures, de murs, de haies, tout exhaussement ou affouillement de sol, toute installation ou suppression d'abri de jardin, toute autre construction ou suppression de construction devra faire l'objet d'un accord écrit préalable du bailleur. Tout usage lucratif ou commercial est interdit »*.

Il indiquait encore dans les conditions générales que : *« Chacune des deux parties (BAILLEUR ou LOCATAIRE) pourra résilier la présente location pour une quelconque raison. La partie qui entendra user de son droit de résilier le présent contrat par anticipation sera tenue de notifier à l'autre un congé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le délai de préavis applicable à ce congé sera de 12 mois »*.

Par l'intervention d'un huissier de justice au cours de l'année 2022, il est apparu que les époux Ruaro n'ont pas respecté plusieurs consignes fixées par les conditions générales du contrat de bail signé le 10 mars 2020. En particulier, il a été constaté que les intéressés ont procédé à des exhaussements sans l'autorisation préalable de la commune et qu'ils y avaient entreposé : une balançoire pour enfant hors d'usage, un store banne, une boîte rectangulaire en plastique, un poêle, des morceaux de bois et des branchages, des tiges végétales ainsi que des pots en plastique. Il a par ailleurs été constaté que les époux Ruaro ont purement et simplement arrêté d'entretenir les parcelles en cause.

En effet, il est notamment apparu que :

2025 - 015

- Des tas de fumier d'une hauteur de 40 centimètres pouvaient être observés sur les parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304 ;
- Lesdites parcelles présentaient un état sauvage et broussailleux avec une végétation dense et non taillée d'une hauteur allant jusqu'à 40 centimètres en certains points ;
- Le chemin présent sur ces terrains était quasiment entièrement recouvert par la végétation.

Dans ces conditions, par délibération du conseil municipal du 30 juin 2022, il a été décidé de résilier le contrat de bail et d'autoriser le Maire à entreprendre les démarches nécessaires. C'est ainsi que par lettre recommandée en date du 6 juillet 2022, réceptionnée le 8 juillet suivant par les époux Ruaro, il a été indiqué aux intéressés la résiliation anticipée du bail. Il leur a été précisé qu'au terme du préavis de 12 mois, soit le 08 juillet 2023, les époux devraient restituer les parcelles à la commune dans leur état initial ou indiquer à la commune s'ils souhaitent les laisser en l'état avec les plantations sans aucune indemnité, tel que stipulé dans le bail.

Par un courrier en date du 30 juin 2023, la commune a rappelé aux époux que le contrat de bail arrivait à échéance le 8 juillet 2023 et qu'ils n'avaient toujours pas formulé de proposition quant à la restitution des parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304 en leur état initial ou au maintien en place de la végétation plantée par leurs soins.

**Le contrat de bail est arrivé à échéance le 8 juillet 2023 et malgré cela, les époux Ruaro n'ont pas libéré les parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304.**

Nous avons donc mis en demeure les époux Ruaro de quitter les lieux par courrier recommandé en date du 29 novembre 2023, en leur indiquant un délai d'un mois à compter de sa réception. Les intéressés n'ont pas daigné donner suite audit courrier.

Dans ces circonstances et vu la situation qui perdure depuis le 08 juillet 2023, il conviendrait que le conseil municipal décide d'assigner les époux Ruaro en « expulsion de corps et de biens ainsi que de tous occupants de leur chef des parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304 sises dans le secteur de La Pommeraie au lieudit « La Cote » à Coin-lès-Cuvry, sans délai. Il paraît opportun de mettre en place une astreinte de 100,00 € par jour de retard à compter de la signification de l'ordonnance à intervenir.

*Les élus demandent que les frais de nettoyage (transporteur et mise en déchetterie) soient également supportés par les époux Ruaro pour ne pas les imputer sur le budget communal. Les époux Ruaro sont en infraction, les contribuables n'ont pas à en payer les frais.*

*Les élus se désolent du fait que la commune doit payer les frais de justice pour faire respecter une décision. Les élus regrettent de devoir toujours intervenir via des procédures.*

*Monsieur Ruaro, installé dans le public, explique qu'il n'occupe plus les parcelles. Or Mme Le Maire lit le dernier courrier de réponse des époux Ruaro réceptionné le 07 mars 2024 expliquant qu'ils refusent de quitter les parcelles louées.*

*A la demande de Mme Le Maire, Monsieur Ruaro doit faire un courrier à la mairie pour expliquer qu'ils n'occupent plus illégalement les parcelles et qu'ils se conforment à la décision de la municipalité. Cela permettra d'éviter d'engager la procédure. Les élus lui donnent jusqu'au 31 mai 2025 pour recevoir un courrier en recommandé avec accusé réception en Mairie.*

**Vu** l'article L. 2122-22 du CGCT, en particulier le 16° de cet article ;

**Vu** la délibération du Conseil Municipal du 28 mai 2020 portant délégations consenties par le conseil municipal au Maire ;

**Considérant** que les délégations ont été données dans un souci de favoriser une bonne administration communale et pour la durée du présent mandat ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité,

➤ **DE DELEGUER** au Maire de la commune tout pouvoir pour intenter au nom de la commune les actions en justice, ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elles, aux fins de solliciter :

➤ l'expulsion de corps et de biens de Monsieur et Madame Julien et Hijran Ruaro ainsi que de tous occupants de leur chef des parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304 sises dans le secteur de La Pommeraie au lieudit « La Cote » à Coin-lès-Cuvry, sans délai, le cas échéant avec le concours de la force publique, et ce sous astreinte de 100,00 € par jour de retard à compter de la signification de l'ordonnance à intervenir » ;

➤ à ce que la commune soit autorisée à requérir sans délai tout transporteur de son choix pour faire procéder à l'enlèvement des objets divers entreposés sans droit ni titre sur les parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304 lui appartenant ;

➤ de faire supporter les différents frais inhérents à la remise à l'état initial des parcelles cadastrées section 3 n°303 et 304 ;

➤ à ce que la commune soit autorisée à faire procéder sans délai à la destruction des objets divers entreposés sans droit ni titre sur les parcelles cadastrées Section 3 n° 303 et 304 lui appartenant.

➤ **D'AUTORISER** Monsieur et Madame RUARO à envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception en Mairie avant le 1<sup>er</sup> juin 2025 pour résilier le dit contrat de location. A réception et après vérification sur place la résiliation sera considérée comme effective

➤ **D'AUTORISER** Le Maire à l'exécution de la présente décision.

## **8. FINANCES LOCALES : FONDS DE CONCOURS : Utilisation du fonds de concours de Metz Métropole**

Le Maire informe les élus de l'avancée du dossier concernant les travaux de sécurisation de la rue Principale. Pour faire suite à la réunion publique du 09 avril dernier, nous avons pu recevoir des précisions sur le coût des travaux.

Pour permettre le financement total des travaux sans impacter le budget de la commune, il nous est proposé de les financer de la manière suivante :



Montant des travaux au titre de la sécurisation (hors quai bus et mise en conformité du plateau Fontenelle car pris en charge par la Métropole au titre de leur compétence) : 135 000.00 €

- CLECT : 50 000€ TTC
- PLUSSUR : 35 000€ TTC
- **Renoncement au Fond de Concours : 50 000€ TTC**

C'est ainsi que nous devons renoncer à une partie du fonds de concours de la Métropole.

Actuellement, nous avons 182 285.00 € au titre du fond de concours. Si la commune décide de renoncer à 50 000 €. Il nous resterait donc 132 285.00 € à utiliser jusqu'à la fin du mandat. A savoir, que dans les conditions classiques du fond, nous recevons une subvention de 50 % du coût des travaux restant à notre charge (déduction des autres subventions et du FCTVA)

Les travaux pourraient commencer le 02 juin 2025 avec une pré-implantation des îlots le 20 mai 2025.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du conseil métropolitain du 27 mars 2017, instaurant le dispositif de Fonds de Concours,

VU la délibération du Conseil métropolitain du 13 décembre 2021, portant adoption du Pacte Financier et Fiscal de solidarité pour la période 2021-2026,

VU la délibération du Conseil métropolitain du 5 février 2024 portant modification du règlement d'attribution et de gestion des Fonds de Concours et création d'un Fonds Vert métropolitain, notamment l'article II.4 portant renoncement au fonds de concours pour financement de travaux de compétence métropolitaine,

**CONSIDERANT**, qu'afin de financer le projet de sécurisation de la rue Principale, la commune de Coin-lès-Cuvry a demandé à renoncer à une partie du fonds de concours à hauteur de 50 000 €,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à 9 voix pour et 1 voix contre,

♣ **D'ACCEPTER** les travaux de sécurisation prévus dans la Rue Principale ;

♣ **D'ACCEPTER** le financement proposé de ces travaux, à savoir :

- CLECT : 50 000€ TTC
- PLUSSUR : 35 000€ TTC
- **Renoncement au Fond de Concours : 50 000€ TTC**

♣ **DE RENONCER** au fonds de concours pour le projet de sécurisation de la rue Principale pour un montant de 50 000.00 € ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité

♣ **D'AUTORISER** Le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent à l'opération et au fonds de concours.

## INFORMATIONS ET DIVERS

### Périscolaire

Maxime LOISANT a démissionné et a quitté la structure au 09 mai 2025. Actuellement quelqu'un assure la direction, le temps d'embaucher une personne.

### Animation Self Défense

Le club de Judo-Jujitsu de Marly va intervenir le 21 mai prochain de 19h à 21h pour faire de l'initiation au self de défense à destination des femmes de 15 ans et plus habitant la commune.

L'animation est offerte par la municipalité. Elle est au tarif de 100 € par session de 2 heures. Sébastien PIERRET précise que la société dans laquelle il travaille peut faire bénéficier la commune d'un certain nombre de porte-clefs. L'affaire est en cours. Des porte clefs seront proposés aux habitantes de la commune, selon condition.

### Ecole – Employée communale

Le contrat de notre deuxième ATSEM, Amriha GUETTAF ne sera pas renouvelé. Le budget communal nous contraint à nous séparer de notre deuxième ATSEM. La décision a été prise car sa présence n'est pas indispensable dans la structure.

Elle a néanmoins reçu une formation et est actuellement en train de passer ses examens en vue de l'obtention de son CAP.

### Illumination de fin d'année

Nous sommes en fin de contrat avec l'UEM. Si on renouvelle le contrat, il aura une durée de 4 ans, comme le précédent.

Actuellement, un candélabre sur deux est équipé pour recevoir une illumination. La première idée était de passer à 1 candélabre sur 3 mais cela va engendrer des coûts pour déplacer les équipements. Une autre solution était de poser les illuminations 1 candélabre sur 4 mais c'est trop peu.

Il est possible de supprimer des illuminations pour diminuer le coût. Ainsi, il est retenu de supprimer les illuminations situées :

- Au fond de la rue du Limousin ;
- Devant la mairie ;
- À chaque entrée du village
- Dans la côte de la gare car souvent déplacer par les engins agricoles et les camions

### Recours contre la commune

La commune fait l'objet de plusieurs recours au Tribunal Administratif à son encontre.

Type de recours	Objet du recours	Date de réception	Suivi du dossier
Recours gracieux	Recours contre les délibérations du 11/03/2024	12/05/2024	Réponse apportée. Passage au TA
Recours administratif	Recours contre les délibérations du 11/03/2024	11/09/2024	Instruction en cours
Recours gracieux	Recours contre les délibérations du 08/04/2024	12/05/2024	Réponse apportée. Passage

2025-017

			au TA
Recours administratif	Recours contre les délibérations du 08/04/2024	11/09/2024	Instruction en cours
Recours gracieux	Recours contre les délibérations du 18/06/2024	22/08/2024	
Recours administratif	Recours contre les délibérations du 18/06/2024	15/11/2024	Instruction en cours
Recours gracieux	Recours contre les délibérations du 12/09/2024	14/11/2024	
Recours administratif	Recours contre les délibérations du 12/09/2024	18/01/2025	Instruction en cours
Référé	Recours contre la démission de M. Julien RUARO	15/12/2024	Rejetée par le TA le 30/12/2024
Recours administratif	Recours contre les délibérations du 12 décembre 2024	30/01/2025	Instruction en cours
Recours administratif	Recours contre les délibérations du 25 mars 2025	16/04/2025	Instruction en cours
Référé	Recours contre la démission de M. Julien RUARO – Demande de réintégration	20/04/2025	Audience prévue le 13 mai 14h00

Pour défendre les intérêts de la commune, un avocat est diligenté pour chaque affaire. Nous avons réceptionné en tout 36 recours depuis le début du mandat, dont 20 ont été déposés au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Les élus souhaitent connaître le coût cumulé de ces recours.

**Sans autre remarque, la séance du Conseil Municipal est close à 22h00.**

**Récapitulatif des délibérations votées en cette séance**

<b>Nombre de conseillers présents</b> 11	<b>ELUS PRESENTS</b> LINDEN-GUESDON Anne-Marie, RAIMONDEAU Olivier, Martine LE BERRE, GANIER Christine, PIERRET Sébastien, WILHELM David, LEMOY Raphaëlle, DROUET Jean-Claude
<b>Nombre de conseillers absents excusés</b> 2	<b>ELUS ABSENTS EXCUSES</b> GAUTHIER Régis, VAUTRIN Cathy
<b>Nombre de conseillers absents non-excuses</b> 1	<b>ELUS ABSENTS NON-EXCUSES</b> MANIÈRE Teddy

Le Maire  
Anne-Marie LINDEN-GUESDON




Le secrétaire de séance  
Raphaëlle LEMOY



